

Quelques mois avant la crise financière, l'asbl Formation Éducation Culture s'est associée à *La Revue nouvelle* pour préparer un dossier qui ouvrirait le débat sur le sens de la croissance.

Ce dossier, diffusé avec le soutien du ministre du Climat et de l'Énergie, propose une réflexion de fond sur notre modèle de développement actuel et croise les points de vue de chercheurs et d'acteurs sociaux. Ces apports de divers horizons « n'engagent que leurs auteurs » — comme le dit la formule de rigueur.

Il n'empêche que, à l'heure où chaque gouvernement cherche à « relancer la croissance » à coup de milliards, orientant sans doute nos sociétés pour des années, ces quelques pages renvoient à des questions essentielles à celui ou celle qui veut bien les entendre.

La presse a rendu public le contenu d'une lettre adressée au président de la Commission européenne par un commissaire — non pas un obscur commissaire à supposer qu'il en existât, mais son vice président ; on y lit entre autres : « ...Il faut se demander si nous ne devrions pas adopter des mesures beaucoup plus radicales [...]. À ce moment se pose avec acuité la question de savoir si une telle opération est possible dans le cadre de l'ordre social établi et si, par exemple, le système actuel de production peut être maintenu au niveau des entreprises. À mon avis, poser la question équivaut à y répondre par la négative¹ ! »

En réalité, il ne s'agit pas de M. Günter Verheugen ni de M. Jacques Barrot écrivant au président Barroso afin d'ouvrir une discussion destinée à amorcer une politique européenne radicale de lutte contre la crise qui s'est amorcée en 2008. Nous sommes en 1972 ; le destinataire de la lettre est le président Malfatti et son auteur Sicco Mansholt, le commissaire chargé de la Politique agricole commune. Un peu après, S. Mansholt précisera sa pensée dans un entretien au *Nouvel Observateur*. À la journaliste qui lui demande s'il était partisan d'une « croissance zéro », il répondra : « J'ai été très mal compris sur ce point. [...] Est-il possible de maintenir le taux de croissance sans modifier profondément la société ? En étudiant lucidement le problème, on voit bien que la réponse est non. Alors il ne s'agit même plus de croissance zéro, mais d'une croissance en dessous de zéro. Disons le carrément : il faut réduire notre croissance économique, pour y substituer la notion d'une autre culture, du bonheur, du bien-être² ».

1 Lettre ouverte à F.M. Malfatti, 9 février 1972.

2 « Le chemin du bonheur », entretien de Josette Alia avec Sicco Mansholt, *Le Nouvel Observateur*, 12-18 juin 1972. Cité par S. Latouche, « Pourquoi la décroissance ? » À *Bâbord*, n° 6, octobre-novembre 2004.

Nous sommes en 1972. Le choc pétrolier et la crise de l'énergie sont encore à venir. On observe les premiers indices de la désindustrialisation relative d'une partie de l'Europe et du transfert d'une partie de la production vers d'autres pays à la main-d'œuvre peu coûteuse, prémisses d'une nouvelle organisation internationale de la production qui inaugurerà, dans les faits et bien avant les discours, la mondialisation. L'événement à l'origine de cette interpellation radicale est la diffusion d'un rapport — le rapport Meadows — produit par une équipe de chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT) et publié en français sous le titre de Halte à la croissance³? On y lit : « l'un des mythes les plus communément acceptés de notre société actuelle est la promesse que la poursuite de notre processus de croissance conduira à l'égalité de tous les hommes⁴ ». Ou encore « la foi en la technologie est un comportement très répandu qui suscite les réactions les plus courantes et les plus dangereuses [...]. Le progrès technique peut atténuer les symptômes d'une maladie du système, mais il n'en éliminera pas la cause profonde » (p. 258).

Comme le souligne Robert Franck dans le commentaire critique qu'il fait de cet ouvrage dans La Revue nouvelle, les analyses contenues dans le rapport Meadows mettent bien en évidence les risques de déséquilibres du système, mais éludent la question des responsabilités. En disant en même temps « une amélioration substantielle du sort des nations dites en voie de développement est la condition sine qua non d'un nouvel équilibre mondial » (p. 294) et « la planète n'est pas assez vaste et ses ressources ne sont pas suffisantes pour tolérer plus longtemps le comportement égocentrique et agressif de ses habitants » (p. 295), on impute aux habitants de la planète la responsabilité d'un mode de gestion du développement qui ne profite en réalité qu'à un petit nombre. Autrement dit, l'image d'une planète exploitée au-delà de ses capacités physiques par une humanité avide permet de faire l'économie d'une incrimination précise des dirigeants économiques et politiques à la base de l'exploitation, des ressources, mais aussi du travail et de la vie des hommes et des femmes vivant sur cette planète.

Il n'empêche que pour la première fois et de manière publique était posée la question des limites des ressources de la planète, de la nécessité de contrôler la croissance et les mécanismes du développement économique comme de l'organisation sociale et culturelle qui lui étaient liés. En 1976, au

3 Halte à la croissance?, Fayard, Paris, 1972.

4 Halte à la croissance?, p. 282. Cité par Robert Franck dans « Halte à la croissance? Un surprenant remue-ménage idéologique », La Revue nouvelle, mars 1974, p. 245.

moment où s'ouvre une nouvelle période d'incertitude et de turbulence, Alain Touraine écrira « La croissance économique a échappé aux contrôles sociaux. Au lieu d'être guidée par une société, elle est devenue sa propre fin, c'est-à-dire l'instrument du profit⁵ ». Et ceci encore : « Les oppositions entre les sociétés capitalistes de consommation et les sociétés d'industrialisation étatique ne doivent pas cacher leur communauté de crise : le caractère « sauvage », non contrôlé, de la croissance et l'absence de tout critère social et culturel d'évaluation du produit national brut⁶ ».

Les débats qui ont accompagné la publication du rapport Meadows indiquent bien que les problèmes mis en évidence sont de nature plus politiques que techniques. Enfin, ces mises en question ne sont pas le fait de gauchistes marginaux, mais de responsables politiques tels Sicco Mansholt qui avaient, par ailleurs, fait la démonstration de leur compétence dans les dossiers qu'ils avaient à gérer ou d'instances scientifiques. Il n'empêche que, de manière générale, on a surtout retenu des débats de ces années les diagnostics sur les limites imposées par la nature à la croissance plus que les interrogations sur le caractère socialement et culturellement destructeur de la croissance « marchande et monétarisée ».

À ce moment-là, en réalité, nos sociétés entrent dans une période de crise profonde où vont se combiner renchérissement de l'énergie, choc pétrolier, transferts de capacités de production des vieux bassins industriels vers de nouvelles zones ou des pays qui démarrent un processus d'industrialisation. On tentera de trouver une réponse à ces questions par une rationalisation croissante de la production. Les nouveaux modèles d'organisation du travail qui tourneront le dos au système fordiste lié à la croissance des années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale ne corrigeront pas le productivisme, mais l'intensifieront. Dans nos pays, la croissance fléchit sensiblement et sa discussion ou la mise en question de son contrôle ne figurent plus à l'agenda des responsables politiques ; au contraire, la question sera plutôt de savoir comment la relancer.

La critique du système de production ou la discussion de ses finalités profondes comme de ses coûts ne disparaissent pas pour autant ; elles se déplacent. Albert Bastenier a bien montré comment aux contestations du mouvement ouvrier portant historiquement sur les conditions de travail et la répartition du produit de l'activité économique ont succédé les critiques sur l'exploitation et les modes de développement du tiers-monde

5 Alain Touraine « Crise ou mutation », dans A. Touraine et alii, *Au-delà de la crise*, Le Seuil, Paris, 1976, p. 28.

6 *Ibid.*, p. 29.

et, plus tard les objections issues de milieux scientifiques. Cette séquence introduit une nouvelle analyse et de nouveaux débats sur le « projet de société en train de se construire » qui amèneront de nouveaux acteurs politiques : les diverses composantes du mouvement écologique⁷.

La crise des années septante et quatre-vingt, à l'origine de nombreuses transformations, aux retombées parfois dramatiques comme les pertes d'emplois multiples et le chômage dont ne sont pas vraiment sortis les vieux bassins industriels, a précédé une formidable réorganisation de l'appareil de production à l'échelle de la planète. Le paradoxe — en est-ce vraiment un ? — est que les idées ou critiques produites autour de la croissance n'ont pas véritablement servi de fil conducteur à l'action lorsque nos sociétés sont sorties des phases les plus cruelles de ces changements. Par exemple, l'idée de limite qui était au cœur des critiques des modes de développement ou la proposition de revoir les mesures du succès économique n'ont plus été jugées pertinentes en dehors de cénacles intellectuels ; les dirigeants économiques et politiques n'ont pas estimé devoir les mettre au cœur de leur action. Par ailleurs, le mouvement d'industrialisation massif de pays comme la Chine, nouveau venu dans la cour des géants industriels, a totalement négligé la question des effets pervers d'une croissance accélérée.

Plus tard, la question des effets pervers de la croissance et des modes de développement qui lui sont liés reviendra avec le problème du défi climatique qui donnera une pertinence et une actualité nouvelles à la question des limites et de l'empreinte écologique, autrement dit l'impact écologique des activités humaines. Le Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) est créé en 1988 et ses rapports vont progressivement informer l'opinion publique sur les effets climatiques dus à l'évolution des activités humaines. Les responsables politiques saisis du problème vont élaborer des cadres d'action : la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques de 1994 et, surtout, le protocole de Kyoto entré en vigueur en février 2005. C'est par le biais de la question climatique que toute une série de thèmes ont été réactualisés : l'épuisement des ressources naturelles, l'empreinte écologique, le développement soutenable.

Comme en 1972, la question du mode de développement revient à travers la question des limites. Sans doute a-t-on perdu un temps consi-

⁷ Albert Bastenier, « La société industrielle et ses contestataires : des étapes historiques » et « La société industrielle : l'heure des mouvements écologiques », dans *La Revue nouvelle*, octobre 1978.

dérable avant de revenir à ce point de départ. Au moins aura-t-on appris qu'il n'est pas possible de répondre de manière isolée à ces problèmes et que la question de la nature (le climat, par exemple) est en réalité profondément sociale puisqu'étroitement dépendante de choix de développement et de mode d'organisation du vivre ensemble sur la planète. Dans un livre récent⁸, Christian Comélieu propose d'abandonner l'assimilation automatique de la croissance au développement et au progrès en rappelant que la question des choix politiques est centrale dans la définition de ces articulations.

Une nouvelle crise économique s'est annoncée avec brutalité fin 2008 dans le sillage d'une crise financière qui a démontré l'absurdité et les dangers d'un système construit sur une spéculation folle, miroir d'une gestion insensée (au sens de « contraire à toute raison ») d'une croissance économique privée de tout contrôle culturel ou social. Comme il y a trente ans, le risque sera grand de voir se concentrer tous les efforts sur une remise en marche de la machine, habilitant se faisant l'interprétation d'une crise réduite à une panne. Il faudra un vrai courage politique pour prendre conscience que cette crise est l'expression d'une série de contradictions tragiques liées aux modes de développement économique poursuivis jusqu'ici. Il faudra aussi beaucoup d'imagination pour comprendre que dans les destructions qui accompagnent cette crise s'ouvrent une série d'opportunités qui devraient permettre d'introduire de nouveaux objectifs et de nouvelles mesures au développement. L'ampleur probable de la crise devrait permettre de réarticuler des objectifs apparemment séparés : démocratie et développement soutenable, équité, environnement et qualité de la vie. Cela passera nécessairement par la révision difficile d'un certain nombre de mythes, parmi lesquels l'inéluctable nécessité de la croissance.

On trouvera dans ce nouveau numéro de La Revue nouvelle un ensemble d'articles articulés autour de cette question. Ce débat n'a rien d'académique, il est au contraire profondément politique. Serions-nous moins audacieux que S. Mansholt quand il affirmait la nécessité de « réduire notre croissance économique, pour y substituer la notion d'une autre culture, du bonheur, du bien-être » ? ■

MICHEL MOLITOR

⁸ Christian Comélieu, *La croissance ou le progrès, Croissance, décroissance, développement durable*, Le Seuil, Paris, 2006. On lira avec intérêt le commentaire de ce livre, dû à Luc Semal, dans « Développement durable et territoire », publications de 2006, mis en ligne le 11 avril 2007, <<http://developpementdurable.revues.org/document3490.html>>.